

# Taxer la finance

Toby Sanger

La crise financière et économique a entraîné une réévaluation du rôle, de la réglementation et de l'imposition du secteur financier dans le monde, qui aurait dû être faite il y a déjà longtemps.

Le FMI a estimé que la crise coûterait plus de 1 000 milliards de dollars EU aux pays du G20 du fait de l'accroissement des déficits; des coûts que les citoyens payent maintenant sous forme de réductions des dépenses publiques, de mesures d'austérité et de hausses des taxes à la consommation. Ce point à lui seul explique pourquoi l'établissement de nouvelles taxes sur le secteur bancaire et financier suscite un intérêt sans précédent. Malgré cela, l'engagement pris par les dirigeants du G20 lors de leur sommet de septembre 2009, à savoir que le «secteur financier devrait apporter une contribution équitable et substantielle» au paiement d'une partie des coûts de la crise, demeure lettre morte.

Tandis que le gouvernement canadien conservateur a saboté un accord visant à établir des taxes sur la finance par l'intermédiaire du G20, la société civile et les organisations syndicales ont fait un grand pas en avant quand la Commission européenne a proposé qu'une taxe sur les transactions financières (TTF) soit établie en Europe au plus tard en 2014. Cette dynamique s'est accélérée en 2011 quand le Vatican et Bill Gates ont aussi fait part de leur soutien en faveur d'une TTF mondiale.

La Commission européenne estime qu'une taxe de 0,1 pour cent frappant les transactions en actions et obligations et une taxe de 0,01 pour cent sur les produits financiers dérivés généreraient 57 milliards d'euros (77 milliards de dollars EU) par an de recettes<sup>1</sup>. Les 27 nations membres de l'Union européenne sont majoritairement favorables à une TTF, mais jusqu'ici la forte opposition de pays comme le Royaume-Uni et la Suède a empêché l'adoption d'une telle taxe au niveau de l'UE. Les partisans de la taxe font maintenant pression pour que les 17 pays qui utilisent l'euro comme monnaie l'adoptent en se passant des pays dissidents.

La campagne a réalisé une autre avancée importante lorsque le Président Sarkozy a annoncé que la France établirait dès août 2012 une taxe de 0,1 pour cent sur les transactions en actions (et de 0,01 pour cent sur les produits dérivés) réalisées par les

grandes entreprises ayant leur siège en France, en espérant que les autres pays suivraient la voie ouverte par la France. Son principal rival dans le cadre de l'élection présidentielle, le socialiste François Hollande, s'est engagé à conserver cette taxe s'il est élu.

Ce renouveau du soutien politique en faveur de taxes sur les transactions financières a mis du temps à venir. En 1936, après la Grande Dépression, John Maynard Keynes écrit dans sa *Théorie générale* que «l'établissement d'une taxe publique substantielle sur toutes les transactions pourrait s'avérer être la réforme la plus efficace à notre disposition, en vue d'atténuer la prédominance de la spéculation sur l'entreprise aux États-Unis».

L'économiste James Tobin, lauréat du prix Nobel, a appliqué l'idée de Keynes quand il a proposé une taxe internationale sur les transactions monétaires «pour jeter des grains de sable dans les rouages» de la finance internationale, réduire la spéculation et amortir les fluctuations des taux de change après la faillite du système monétaire de Bretton Woods en 1972.

Beaucoup de pays ont déjà depuis longtemps des taxes sur certaines transactions financières qui donnent de bons résultats. Le droit de timbre au Royaume-Uni, qui comprend une taxe de 0,5 pour cent sur la plupart des transactions en actions, existe depuis 1694 et permet de recueillir plus de 5 milliards de dollars EU de recettes par an. La Suisse prélève aussi une taxe sur les transactions en actions et obligations. La Chine prélève une taxe sur les transactions boursières et ajuste le taux selon la mesure dans laquelle elle veut calmer ou stimuler son marché boursier. Taïwan (Chine) non seulement impose les transactions en actions et obligations, mais frappe d'une taxe à un taux inférieur les transactions sur les produits dérivés comme les options et les instruments à terme. Malheureusement, beaucoup de pays ont supprimé leurs taxes sur les transactions financières durant les années 1990, à la veille de la période d'intense spéculation boursière qui s'est soldée par la crise financière en 2008.

Compte tenu de cette expérience, il ne fait aucun doute que les taxes sur les transactions financières sont non seulement possibles, mais qu'elles peuvent être efficaces et générer

**Les taxes sur les transactions financières [...] peuvent être efficaces et générer d'importantes recettes pour un coût administratif bas**

d'importantes recettes pour un coût administratif bas et sans beaucoup perturber l'économie. Aujourd'hui, ce sont des taxes à l'assiette encore élargie, qui couvriraient les monnaies et les produits dérivés, qui suscitent l'intérêt. Comme ce commerce est principalement mondial et très mobile, les taxes sur les transactions financières dans ces domaines seraient bien plus efficaces si elles étaient

établies par voie d'accords mondiaux ou multilatéraux.

Outre le fait de payer une partie des coûts de la crise, il existe aussi un certain nombre d'autres excellentes raisons d'accroître la taxation du secteur financier.

- *Le secteur financier est trop gros*

Qu'on se place d'un point de vue d'économie politique critique ou d'un point de vue néolibéral plus classique, il est largement admis que le secteur financier est devenu «trop gros» pour être bénéfique pour l'économie, comme l'a laissé entendre un récent rapport du FMI. La finance est un secteur intermédiaire, qui ne produit pas directement de biens ayant une valeur liée à l'utilisation finale pour les individus, de sorte qu'il peut détourner des ressources qui pourraient alimenter d'autres domaines plus productifs. Les salaires et primes exorbitants offerts aux jeunes diplômés en ingénierie pour qu'ils créent de nouveaux produits financiers et produits dérivés attirent des individus qualifiés et les dissuadent de travailler dans des domaines qui répondent à des besoins sociaux plus fondamentaux.

- *Les réformes fiscales ont procuré des avantages et préférences considérables à la finance*

Les grandes réformes fiscales introduites durant les dernières décennies, inspirées par la théorie économique du côté de l'offre, ont procuré d'importants avantages au secteur financier et aux individus très bien rémunérés qui travaillent dans ce secteur. Il s'agit notamment des modifications suivantes: des taux d'imposition préférentiels pour les plus-values et les revenus des placements, une dépendance accrue à l'égard des taxes sur la valeur ajoutée (TVA) qui frappent les consommateurs et dont les services financiers sont en grande partie exemptés, des réductions de l'impôt sur les sociétés, des baisses des taux d'imposition des revenus élevés. Profitant du caractère peu contraignant de la réglementation et des poursuites, le secteur bancaire et financier pratique aussi l'évasion fiscale en recourant largement aux services des paradis fiscaux.

- *Réduction des incitations à la prise de risques excessifs*

Il est de plus en plus admis que les préférences fiscales, y compris l'abaissement des taux d'imposition sur le revenu des «placements» et sur les options d'achat d'actions, incitent davantage le secteur financier à spéculer sur le court terme et à prendre des risques excessifs, comme même le FMI et la Commission européenne l'ont reconnu. Les lois sur les faillites et la limitation de responsabilité ont restreint le risque maximal de baisse pour les entreprises pendant des siècles. À la suite de la crise financière, les regards sont davantage braqués sur les dommages causés à l'économie dans son ensemble par les activités intrinsèquement risquées, exercées avec la garantie implicite des pouvoirs publics pour les établissements financiers «trop gros pour faire faillite».

Certains ont fait valoir que la croissance exponentielle des transactions sur les produits dérivés – opérations à terme, options, swaps et autres produits similaires – ont exacerbé l'instabilité financière au lieu de réduire la volatilité comme elles étaient

censées le faire. La valeur de l'encours des produits financiers dérivés s'élève maintenant à un montant extraordinaire de plus de dix fois la valeur de la production économique mondiale annuelle. Manifestement, une bonne partie de ce montant concerne des placements destinés à accroître les profits par des opérations à effet de levier et des opérations spéculatives risquées au lieu d'assurer une couverture pour préserver les placements en question des fluctuations économiques.

Peu d'initiatives ont été prises pour contenir ou contrôler cette croissance des produits dérivés. Pour l'essentiel, ils n'ont été soumis à aucune réglementation; contrairement à ce qui se passe pour les transactions sur la plupart des autres marchandises et services, seuls quelques pays appliquent des taxes sur la gamme des transactions financières, la plupart n'en appliquent pas du tout. La croissance des produits dérivés (et du pouvoir connexe des fonds de placement spéculatifs, des fonds d'investissement privés et du recours aux paradis fiscaux qui cultivent le secret) a non seulement ponctionné les recettes des gouvernements nationaux, mais a aussi rendu ces derniers plus vulnérables face au pouvoir du capital financier. De ce fait, les pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe sont devenus de plus en plus vulnérables à ces «armes financières de destruction massive», comme Warren Buffett les a appelées.

Il ne devrait être guère étonnant que les partisans d'une taxation accrue du secteur financier viennent de différents horizons politiques: non seulement de nouvelles taxes sur la finance pourraient contribuer à payer les coûts de la crise et à financer les besoins mondiaux au plan social et environnemental, mais elles pourraient aussi mater le secteur financier et aider à empêcher de nouvelles crises financières.

Les partisans de telles mesures estiment qu'une taxe générale de 0,05 pour cent sur toutes les transactions financières pourrait générer de 200 à 600 milliards de dollars EU par an de recettes à l'échelle mondiale – soit un financement considérable pour la réalisation des objectifs mondiaux prioritaires en matière de développement et d'environnement.

Une TTF mondiale ne permettrait peut-être pas de dégager 600 milliards de dollars EU par an et de soigner tous les maux de l'économie mondiale, mais elle pourrait certainement générer des sommes importantes tout en améliorant le fonctionnement de l'économie. Il existe des travaux de recherche sérieux qui montrent qu'une taxe de 0,005 pour cent frappant seulement les transactions concernant les grandes monnaies mondiales pourrait générer plus de 30 milliards de dollars EU par an pour un coût administratif bas et sans avoir beaucoup d'incidence sur les marchés. Les pays du G20 et d'autres pays devraient rallier la proposition de la Commission européenne visant à établir des taxes à l'assiette élargie sur les transactions financières au niveau international, mais convenir de consacrer la moitié des fonds recueillis à la réalisation des objectifs prioritaires en matière de développement international et d'environnement.

Par ailleurs, il n'y a aucune raison que les gouvernements nationaux ne puissent pas augmenter les autres taxes sur la finance. Il serait tout à fait justifié que les taxes sur les activités financières compensent le fait que les services financiers sont largement exemptés de la plupart des systèmes de taxation de la valeur ajoutée. Comme l'a proposé le FMI, une taxe de 5 pour cent sur les bénéfices et les rémunérations dans le secteur financier constituerait un bon succédané pour la valeur ajoutée par ce secteur et pourrait générer des recettes considérables dans beaucoup de pays.

Les préférences fiscales qui ont procuré des avantages disproportionnés au secteur financier et même accru les incitations à adopter un comportement spéculatif devraient aussi être éliminées. Il s'agit notamment des taux d'imposition réduits pour les plus-values, les options sur actions et autres formes de revenu sur les placements financiers. Il est aussi plutôt justifié de relever le taux de l'impôt sur les sociétés pour les banques et les grands établissements financiers compte tenu du fait que les gouvernements leur garantissent implicitement de les sauver en cas de dépôt de bilan («trop gros pour faire faillite»).

Ces réformes fiscales n'assainiront pas totalement la finance, n'élimineront pas la spéculation et ne généreront pas toutes les recettes dont nous avons besoin pour résoudre les problèmes mondiaux que soulèvent la pauvreté et l'environnement. Mais alors que les gouvernements ont réagi à la crise financière en pénalisant les peuples par des réductions des dépenses publiques, augmenter les taxes sur la finance serait non seulement beaucoup plus équitable, mais aussi plus salutaire pour l'économie.

## Note

<sup>1</sup> Commission européenne: *Taxation du secteur financier: Questions-réponses* (Bruxelles, UE, 2011). Peut être consulté à l'adresse suivante: [http://ec.europa.eu/taxation\\_customs/taxation/other\\_taxes/financial\\_sector/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/taxation_customs/taxation/other_taxes/financial_sector/index_en.htm) (consulté en mars 2012).

*Toby Sanger est économiste, attaché au Syndicat canadien de la fonction publique et auteur de Fair shares: How banks, brokers and the financial industry can pay fairer taxes (Centre canadien de politiques alternatives, avril 2011). Disponible à l'adresse: <http://www.policyalternatives.ca/publications/reports/fair-shares>.*